

Le constat et l'engagement Pied-Noir

Le 1^{er} octobre 2016, un certain nombre de représentants d'associations et de partis politiques pieds-noirs se sont rassemblés à Montpellier dans les salons du Novotel.

Ces Pieds-Noirs ont constaté que les sept Présidents de la République française depuis l'avènement de la V^{ème} république en 1958, n'avaient tenus aucun des engagements pris à l'égard de leur communauté qui souhaitait ardemment s'intégrer définitivement au sein de la Nation française dont ils avaient pourtant défendu la liberté au prix du sang versé.

Ni leurs efforts, ni leurs souffrances, ni leurs engagements en faveur de la défense du territoire français, n'ont trouvé grâce auprès des dirigeants français.

Les Pieds-Noirs ont été abattus, sacrifiés, abandonnés, jetés en mer et sur les routes pour satisfaire les ambitions de deux clans politiques qui se combattaient jadis et qui se sont entendus pour se partager le pouvoir en France et en Algérie. Ils sont toujours au pouvoir et leurs peuples ne cessent de souffrir.

Le génocide des Pieds-Noirs a été nié puis reconnu et amnistié par deux lois scélérates. Il a été rendu nécessaire pour la passation de pouvoirs entre deux envahisseurs de l'Algérie.

Les responsables de l'Etat français ayant refusé de prendre en charge les rescapés du génocide, ceux-ci ont été dans l'obligation de rejoindre des terres hospitalières lors d'un exode qui s'est effectué par terre, par mer et par air sans aucune aide sanitaire et financière. Un grand nombre de rescapés du génocide trouveront alors la mort lors de ce drame ignoré par les puissances internationales.

Le territoire, les biens immobiliers et mobiliers des Pieds-Noirs furent volés et pillés de même que leurs lieux de culte, leurs facultés et leurs cimetières.

Contrairement à des pays comme l'Espagne, l'Argentine, l'Italie et Israël qui furent remarquablement hospitaliers, la France fut indifférente aux malheurs et à la désespérance des Pieds-Noirs. Elle s'employa même à les décourager de s'installer sur ses rives méditerranéennes, mit en place des pièges financiers, exploita leur détresse et les montra d'un doigt accusateur aux scribes de l'Histoire qui tissèrent une légende pour dédouaner les responsabilités des véritables auteurs du drame.

Dotés d'un courage peu ordinaire et d'une espérance sans faille, les Pieds-Noirs se mirent à travailler et se groupèrent en associations pour défendre leurs intérêts.

La réaction française fut violente. Un grand nombre de responsables rapatriés furent suspectés, contraints, emprisonnés voire exécutés, au même titre que les Arméniens.

Malgré ces épreuves terribles, le Peuple Pied-Noir s'est forgé une arme politique par la concentration de son implantation dans plusieurs départements français et une arme collective. Il a pris conscience de son identité.

Pendant un demi-siècle, les Pieds-Noirs ont cru vraiment aux promesses électorales des responsables politiques français de tous bords qui les ont honteusement trompés, élection après élection allant même jusqu'à insulter l'œuvre de leurs pères.

Ni la France, ni l'Algérie n'ont profité de ce massacre et de cet oubli. Les deux pays se sont enfoncés dans des crises structurelles sans jamais pouvoir édifier un avenir serein pour leurs populations respectives.

Les Tunisiens, les Algériens, les Marocains d'origine arabe ou berbère ont afflué, à leur tour, en France augmentant considérablement le nombre de chômeurs, fragilisant le marché du travail, attisant les haines et les ressentiments.

Les Pieds-Noirs furent eux aussi confrontés à la ruine de leurs entreprises, au chômage et à une nouvelle spoliation de leurs biens.

L'intégration, la paix, la sérénité furent mises à mal par le développement fulgurant de l'islamisme radical dont les Pieds-Noirs devinrent une cible.

Ce constat permet à des dirigeants actuels du Peuple Pied-Noir d'essayer de trouver une solution internationale à une situation qui ne peut plus durer.

Les Pieds-Noirs sont devenus majeurs. Ils ont démontré qu'ils pouvaient faire face à l'adversité sans tutelle.

Le 26 mars 1962, la France les avait définis comme un des trois peuples d'Algérie (Berbère, Arabe et européens) qui pouvait prendre en main son destin dans le cadre du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

Le cœur déchiré, le Peuple Pied-Noir a donc décidé de devenir un Etat Méditerranéen, de se doter d'organes législatif et exécutif, de réclamer son territoire, de créer de nouvelles racines pour son futur.

Le Peuple Pied-Noir a désigné le Gouvernement Provisoire Pied-Noir en Exil « G.P.P.N.E. » pour faire connaître ses interventions et préparer l'avènement international du nouvel Etat Méditerranéen.

A l'exemple d'Archimède « *Donnez-moi un levier et je soulèverai le monde* », les Pieds-Noirs se lèvent pour se forger un nouveau destin dont ils seront les seuls auteurs, les seuls acteurs, les seuls responsables.

Nul ne pourra plus empêcher les Pieds-Noirs de s'assumer en tant que tels, nul ne pourra plus les contraindre, nul ne pourra plus les spolier, mais nul ne les oubliera jamais.

Sans haine et sans rancune, les Pieds-Noirs vont participer sereinement au développement d'une nouvelle existence de Paix et de Prospérité en Méditerranée, en toute fraternité et sans intention belliqueuse envers quiconque.

Les peuples de France, d'Algérie, de Tunisie, du Maroc sont restés des peuples frères non coupables des excès de certains de leurs dirigeants.

Les peuples d'Espagne, d'Argentine, d'Italie, d'Israël, entre autres, qui ont su leur ouvrir les bras au plus fort moment du cyclone qui a chassé les Pieds-Noirs d'Afrique du Nord sont des Peuples de Justes.

On ne peut pas accuser tous les Français de ce que les dirigeants du pays ont fait ou pas fait. Certains, soit des responsables de communes, soit des particuliers ont su tendre la main. Il faudrait ne pas les oublier. Il faudrait faire comme pour ceux qui ont aidé les Juifs, les déclarer « Justes »